

Julien Vercueil

**Dani Rodrik, *Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, Paris : La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2008.**

---

**Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

Référence électronique

Julien Vercueil, « Dani Rodrik, *Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, Paris : La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2008. », *Revue de la régulation* [En ligne], n°5 | 1er semestre 2009, mis en ligne le 11 juin 2009. URL : <http://regulation.revues.org/index7494.html>  
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Association Recherche & Régulation  
<http://regulation.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://regulation.revues.org/index7494.html>  
Document généré automatiquement le 29 septembre 2009.

© Tous droits réservés

Julien Vercueil

## **Dani Rodrik, *Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, Paris : La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2008.**

- 1 Compte tenu de la notoriété dont jouit Dani Rodrik auprès des économistes étudiant l'économie internationale dans une perspective institutionnaliste, toute parution d'un nouvel ouvrage de sa main constitue en soi un événement. Le contexte de la publication de *Nations et mondialisation* (septembre 2008, l'introduction écrite en mars 2008 annonce l'importance de la crise financière) et la problématique suggérée par le sous-titre (« les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé ») ajoutent encore à son intérêt.
- 2 Constitué de quatre articles parus entre 2001 et 2007 et complété d'une introduction originale, l'ouvrage se présente comme le regroupement d'études qui proposent une vision alternative au Consensus de Washington sur les politiques menées dans les pays émergents depuis une vingtaine d'années. Pour Dani Rodrik, en effet, l'hypothèse selon laquelle « la meilleure réforme mondiale possible ne peut se fonder que sur l'ouverture accrue des marchés » (p. 16-17) est contestable. Pour étayer son propos, l'auteur adopte une analyse éclectique, alternant comparaisons internationales, études de cas et modélisation.

### **1. Deux formes d'intégration internationale**

- 3 Le premier chapitre traite des effets de la libéralisation des échanges extérieurs dans des pays caractérisés par des différences institutionnelles marquées.
- 4 Évaluée à l'aune du taux de croissance du PIB mondial par habitant, la période de libéralisation accélérée des années 1990-2005 a produit des résultats inférieurs à la période 1950-1973, pourtant moins libérale. L'auteur relativise en conséquence l'impact positif que toute progression supplémentaire dans les négociations du cycle de Doha pourrait avoir sur la croissance mondiale. Plus largement, il qualifie le modèle de libéralisation des échanges défendu au sein de l'OMC de « modèle d'intégration superficielle », comparativement au « modèle d'intégration en profondeur » que représentent les États-Unis et l'Union européenne. Dans ces deux cas, l'intégration a consisté non seulement en l'élimination de barrières aux échanges, mais aussi et surtout en une convergence de l'ensemble des institutions économiques et juridiques qui portent la libéralisation des échanges et la rendent efficace.
- 5 « C'est quand les coûts de transaction liés aux discontinuités légales et juridictionnelles entre États se sont suffisamment réduits que la convergence économique au niveau fédéral est devenue possible [aux États-Unis] » (p. 17).
- 6 Dani Rodrik a le mérite de discuter des implications concrètes de « l'intégration superficielle » pour les pays en développement : ceux-ci ne pouvant pas envisager de bénéficier de l'ensemble des retombées positives d'une « intégration en profondeur », ils doivent, selon l'auteur, se contenter de stratégies de « second choix » tenant compte de l'importance des discontinuités institutionnelles. Parmi ces stratégies, celles qui consistent par exemple à subventionner ses biens échangeables ou protéger par des droits de douanes des industries nationales restent potentiellement valables.
- 7 Plus globalement, l'intervention de l'État n'est pas disqualifiée par la mondialisation actuelle : il faut conserver (ou reconstruire, suivant les pays), des « espaces politiques » à l'intérieur desquels les priorités nationales peuvent être établies ; parmi elles, l'assurance sociale, la restructuration et la diversification de l'économie, la réglementation du marché du travail,

de la santé, de la protection sociale ou de l'environnement, le traitement des investissements étrangers, restent des sujets pertinents, qui ne doivent pas être laissés à l'appréciation exclusive des institutions financières internationales ou livrées au libre jeu du marché. « Les stratégies de croissance qui réussissent reposent sur la meilleure utilisation des ressources que l'on possède et non sur le désir de ce dont on est dépourvu » (p. 20-21). Ces questions d'efficacité globale dans un univers d'intégration superficielle expliquent pourquoi, pour l'auteur, il n'est pas justifié de disqualifier toutes les politiques opposées aux mesures de libéralisation (souvent écartées au motif qu'elles seraient conduites sous l'influence de lobbyistes d'industries menacées par les importations).

## 2. Un triangle d'incompatibilité institutionnelle

- 8 Parvenu à ce stade du raisonnement, l'auteur tient compte du système politique institué dans les États-Nations pour traiter les questions d'arbitrage entre les intérêts d'une communauté nationale. Or les relations entre, d'un côté, un processus politique démocratique permettant de constituer des majorités dont les choix sont respectés, d'un autre côté, une mondialisation en profondeur qui touche non seulement les échanges commerciaux mais aussi les institutions et la mobilité du travail, et enfin, un espace politique maintenu à l'échelle de l'État-Nation, sont nécessairement conflictuelles : la coexistence de deux éléments parmi les trois ne peut se faire qu'au détriment du dernier.
- 9 Le système de Bretton Woods a traduit cette incompatibilité en sacrifiant la mondialisation en profondeur aux impératifs liés à la démocratie et au caractère intangible de l'État-Nation ; certains pays sont tentés de la résoudre différemment, en sacrifiant le modèle démocratique sur l'autel de la « mondialisation en profondeur » – c'est à dire en se liant pieds et poings, sans tenir compte des aspirations de la population, à ses impératifs –, tout en conservant le cadre de référence de l'État-Nation. Enfin, la dernière solution pourrait être d'abandonner l'État-Nation, en exhaussant le niveau de gouvernance jusqu'au niveau d'un « fédéralisme global » sur le modèle du fédéralisme américain ou de l'UE. Mais cette dernière option ne peut être envisagée à l'échelle mondiale.

## 3. Vertu des politiques de « second choix »

- 10 Le deuxième chapitre propose une réflexion comparative sur des exemples de stratégies de croissance réussies (Taiwan, Corée du Sud, Japon, Ile Maurice, Chine) et leur contradiction avec les préconisations du Consensus de Washington.
- 11 L'étude du cas de l'île Maurice permet à Dani Rodrik de montrer le rôle de la stratégie de « second choix » adoptée par les autorités de l'île en matière d'attraction des capitaux étrangers : la constitution d'une « zone industrielle d'exportation (ZIE) » couplée à l'obtention de conditions d'accès privilégiées aux marchés de l'UE, a permis à l'industrie textile de s'implanter dans l'île et de constituer rapidement l'un des moteurs de sa croissance.
- 12 Sur le plan méthodologique, ces comparaisons visent à montrer que les solutions toutes faites en matière institutionnelle n'existent pas, même si des principes fondamentaux semblent devoir être respectés pour permettre aux sociétés de procéder à leurs choix institutionnels de manière correctement informée.

## 4. Relire la croissance indienne

- 13 Les troisième et quatrième chapitres sont construits comme deux études de cas, desquelles l'auteur tire des enseignements généraux.
- 14 La première étude porte sur l'analyse de la croissance de l'économie indienne entre 1980 et 2000. Prenant le contre-pied des explications dominantes qui considèrent que le tournant libéral en matière de politique économique, qui fut consécutif à la crise de 1991, est la cause principale de l'accélération de la croissance du pays, Dani Rodrik s'emploie tout d'abord à

montrer que l'accélération date du début des années 1980 et qu'elle est due essentiellement à une amélioration de la productivité de l'industrie indienne.

15 Il affirme ensuite que, bien que l'on ne puisse pas noter de réforme spectaculaire allant dans le sens d'une plus grande liberté accordée aux agents économiques privés (et en particulier aux entreprises), l'augmentation de l'efficacité des entreprises industrielles durant les années 1980 a été suscitée par le changement d'attitude des autorités à l'égard des entreprises privées indiennes : cessant d'être hostile, l'attitude du gouvernement indien est devenue « pro business », ce qui expliquerait le développement du secteur privé industriel, bien avant que l'ouverture à l'extérieur n'ait pu produire ses effets.

16 Cette étude de cas est stimulante et originale et de nombreux arguments emportent aisément la conviction du lecteur, mais les preuves apportées par Dani Rodrik à l'appui de sa thèse paraissent relativement fragiles. Autant on peut admettre le décalage chronologique entre la croissance de la productivité et l'ouverture à l'extérieur et douter avec l'auteur de la pertinence de certaines explications classiques apportées à cette croissance (environnement favorable, investissement public, libéralisation interne, libéralisation externe), autant son analyse de l'impact d'un changement d'attitude sur la psychologie des investisseurs mériterait une enquête de terrain permettant de qualifier, sinon mesurer, le changement de psychologie des investisseurs dans les années quatre-vingt, et son lien éventuel avec le changement d'attitude gouvernemental – s'il fut perçu comme tel par les entrepreneurs. De même, on reste en demande de données statistiques montrant que l'accroissement de la productivité est bien confiné au secteur formel, supposé être le plus sensible au changement d'attitude des autorités à l'égard du secteur privé, et qu'il ne se retrouve pas dans le secteur informel. À défaut, des séries sur l'investissement de ce même secteur qui pourraient confirmer le changement de comportement des entrepreneurs traduisant leurs anticipations dans les nouvelles conditions institutionnelles auraient été bien utiles. Au total, pourquoi ne pas envisager un faisceau de causes à ces phénomènes, dont la première serait l'anticipation d'une évolution positive de la demande globale ?

## 5. Ouverture et insécurité économique en Amérique latine

17 La deuxième étude de cas est consacrée à l'insécurité économique en l'Amérique latine. Par ce terme, Dani Rodrik veut qualifier la volatilité des revenus et des situations sociales des ménages, qu'il tente d'analyser sur les trente dernières années. L'une des thèses défendues dans ce chapitre est que la libéralisation du compte de capital a joué un rôle important dans l'augmentation de l'insécurité économique : « La plus grande mobilité du capital a transféré le risque du capital, mobile, vers le travail, immobile » (p. 141).

18 Les chocs sont transmis par la variation de l'activité économique elle-même :

« La relation entre la volatilité des flux de capitaux et celle du PNB est exceptionnellement forte dans les années 1990. N'ayant qu'un faible accès aux flux de capitaux privés, certains des plus petits pays de la région (Bolivie et Guatemala) ont enregistré les plus faibles niveaux de volatilité macroéconomique. L'Argentine et le Venezuela se situent à l'autre extrémité [...]. Le Brésil, le Chili et la Colombie qui ont contrôlé leurs flux de capitaux privés, se situent entre les deux. » (p. 151-152)

19 Mais les flux de capitaux peuvent aussi jouer le rôle d'amplificateurs de mouvements, quand ils ne sont pas à l'origine de ceux-ci. Les flux de capitaux modifient l'assiette fiscale et donc les ressources disponibles pour la compensation par l'État des éventuelles pertes de revenu des ménages liées à un choc de productivité. De même, les options politiques, par leur impact sur le système de protection sociale, jouent un rôle dans la résilience des économies nationales face à des chocs extérieurs. Dans un contexte où les gouvernements répondaient à la crise de la dette par la déréglementation et une réduction de la protection sociale, les populations se sont trouvées plus vulnérables face au risque de perte d'emploi. Or, contrairement à ce que prévoit la théorie dominante qui inspirait ces choix, le « déclin de la protection de l'emploi

s'est [...] accompagné, dans les années 1990, d'une augmentation des niveaux de chômage dans la plupart des pays de la région » (p. 145), tandis que les emplois créés étaient situés à 80 % dans le secteur informel, par définition non protégé.

20 Les conséquences du changement d'environnement sur les salaires et les niveaux de revenus sont examinées par Dani Rodrik. La volatilité des salaires est décomposée entre la volatilité propre du salaire individuel, celle qui est uniquement liée aux chocs macroéconomiques, et la part attribuable à la covariance entre les deux. « Les chocs macroéconomiques et leur interaction avec l'évolution des salaires ont été un élément essentiel [...] de l'incertitude salariale au Mexique, au Pérou et au Venezuela. Au Chili, en revanche, c'est l'élément idiosyncratique de la volatilité des salaires qui a été déterminant » (p. 148). Si la volatilité des niveaux moyens de revenu a été moindre durant les années quatre-vingt-dix que durant les années quatre-vingt, elle était tout de même deux fois plus élevée que durant les années soixante et soixante-dix.

21 La politique monétaire externe est également étudiée : en décomposant les flux de capitaux en deux parties (l'une recouvrant la part purement financière des flux, l'autre la partie liée aux échanges commerciaux et aux IDE), Dani Rodrik met en évidence le fait que, dans la plupart des pays étudiés, le taux de change réel a tendance à s'apprécier lorsque les flux entrants de capitaux financiers s'intensifient, tandis que la détérioration du compte courant et de la balance des IDE va de pair avec l'appréciation réelle du taux de change. Ce sont donc les anticipations des investisseurs à court terme et non les données commerciales et/ou liées à la demande intérieure qui semblent exercer l'influence dominante sur les taux de change en Amérique latine.

## 6. Le rôle des « institutions d'expression »

22 Dani Rodrik s'intéresse en fin de chapitre aux « institutions d'expression » et à leur rôle dans la trajectoire macroéconomique des pays d'Amérique latine des vingt dernières années. L'idée défendue est que les sociétés les plus ouvertes à l'expression démocratique et les plus à même de faire émerger un consensus social sont celles qui ont le plus de chances de résister à un choc extérieur. Or l'Amérique latine souffre d'une « crise de la représentation » (Dominguez, 1997) au sens où les milieux syndicaux et politiques censés représenter les aspirations collectives de la société ne recueillent plus l'adhésion, du fait qu'ils se sont trop souvent trouvés compromis dans des affaires de corruption et de collusion au détriment des intérêts qu'ils devaient défendre. Une exception intéressante à cette règle est le Chili, dont les gouvernements de coalition de centre gauche – qui ont conduit la transition dans les années quatre-vingt-dix via des accords tripartites annuels – ont cherché à inclure les syndicats pour toutes les questions liées au marché du travail ou à la protection sociale, construisant un « système politique bénéficiant d'une popularité surprenante compte tenu des difficultés à assumer l'héritage de Pinochet » (p. 165).

23 Cet ouvrage offre donc l'occasion d'une réhabilitation de la politique industrielle, à la condition de « porter une extrême attention à l'environnement institutionnel [...] » : « Toute politique industrielle doit être conçue comme un processus permettant au secteur privé de disposer d'informations fiables sur les obstacles et les opportunités économiques et non pas comme la définition d'un ensemble de secteurs prioritaires et d'instruments de politique économique » (p. 7).

## 7. Vers une hiérarchie institutionnelle

24 Sur un plan plus théorique, l'analyse de Dani Rodrik nous propose les rudiments d'une hiérarchisation des institutions. Au sommet se trouveraient les « méta-institutions » (institutions démocratiques, libertés publiques, État de droit) « qui permettent à la société d'opérer une sélection pertinente parmi l'ensemble des institutions économiques

possibles » (p. 76). Ces méta-institutions sous-tendent une liste de « principes d'ordre supérieurs, c'est-à-dire relevant d'une bonne gouvernance économique : droits de propriété respectés, encouragement des marchés, monnaie saine, solvabilité budgétaire » (p. 61), qui ne peuvent souffrir de contestation dans les économies modernes, indépendamment des choix collectifs de court terme ; ces principes doivent à leur tour être distingués des dispositifs institutionnels par lesquels ils sont mis en œuvre, et qui se caractérisent par une plus grande variabilité. C'est à ce stade que la forme et la fonction d'un ensemble d'institutions doivent être différenciés, les résultats macro-économiques comparables pouvant être obtenus dans des cadres institutionnels dissemblables et par des moyens différents suivant les pays et les époques.

- 25 L'imbrication de plusieurs niveaux distincts d'institutions explique les difficultés rencontrées lors des transplantations institutionnelles (par exemple la copie des zones économiques spéciales chinoises dans l'URSS de Gorbatchev, ou plus globalement l'imitation des institutions ouest-européennes par l'Ukraine). C'est elle aussi qui permet de comprendre la variabilité institutionnelle sur le terrain : au sein même des pays de l'OCDE, cette variabilité s'explique par des préférences sociales différentes (dans le rapport des communautés nationales à l'équité et à la stabilité par exemple) et par des complémentarités institutionnelles agencées différemment, qui modèlent peu à peu un développement dépendant du chemin.

## 8. Un espace politique approprié

- 26 L'introduction ajoutée au volume en mars 2008 peut servir de base à notre conclusion : la crise ouvre les yeux de certains thuriféraires du marché : « On fait semblant de découvrir que les marchés sont des institutions sociales d'une extrême fragilité : ils ne savent en effet ni se réguler, ni se stabiliser, ni se donner une légitimité » (p. 5). Pour tenir compte de cette fragilité qui éclate au grand jour à la faveur de la crise, l'économiste institutionnaliste reconnaît à l'État une certaine pertinence – tout en demeurant attentif à ses limites –, ce qui l'amène à proposer des mesures de politiques économiques « contingentes, parce que les opportunités et les contraintes qui sont proposées aux entreprises et aux ménages – ou auxquelles ils font face – dépendent toujours des conditions de départ » (p. 6).
- 27 La crise actuelle semble montrer que ce n'est pas l'insuffisance de mondialisation mais l'insuffisance d'« espace politique » adapté à cette mondialisation qui constitue la principale contrainte pesant sur l'économie mondiale. Un espace politique défini par l'auteur comme le cadre permettant « d'adapter les règles du jeu afin de mieux gérer l'interface entre les réglementations nationales et les régimes sociaux » (p. 11). Illustrant les contradictions inhérentes au système monétaire international, la crise est donc propice à une entreprise de refondation des espaces politiques admissibles dans le cadre de la mondialisation. Le livre de Dani Rodrik apporte une contribution stimulante à la réflexion sur le sujet.

---

### **Bibliographie**

Dominguez J. (1997), « Latin America's Crisis of Representation », *Foreign Affairs*, January-February, p. 100-113.

---

### **Pour citer cet article**

Référence électronique

Julien Vercueil, « Dani Rodrik, *Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, Paris : La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2008. », *Revue de la régulation* [En ligne], n°5 | 1er semestre 2009, mis en ligne le 11 juin 2009. URL : <http://regulation.revues.org/index7494.html>

---

***Droits d'auteur***

© Tous droits réservés

---